Article 31 du Règlement

Cessez cette folie! Enfermez-vous dans une pièce, négociez un contrat et sauvez cinq équipes canadiennes! Ne détruisez pas le gagne-pain de nombreux Canadiens ordinaires dont le revenu dépend du sport.

Enfin, j'encourage les joueurs et les propriétaires à retourner à la table des négociations, à mettre fin au lock-out et à redonner le hockey aux Canadiens ordinaires.

LES ESPÈCES MENACÉES D'EXTINCTION

M. John Finlay (Oxford): Monsieur le Président, je voudrais profiter de l'occasion pour féliciter la société Body Shop, la Fédération canadienne de la nature et le Sierra Defense Fund pour leur campagne nationale qui commence aujourd'hui et qui a pour objet d'exhorter le gouvernement fédéral à promulguer une loi destinée à protéger les espèces menacées d'extinction.

Il sera important pour nous tous de poursuivre les efforts entrepris par ces groupes. Pour que les générations futures puissent compter sur un environnement durable, nous devons faire tout en notre pouvoir pour protéger les espèces animales et végétales qui risquent de disparaître.

De plus en plus de gens dans le monde entier commencent à comprendre, depuis quelques années, à quel point notre environnement est fragile. Je voudrais remercier ces groupes de nous rappeler que le moment est venu d'agir.

• (1405)

LA FÊTE DE L'UNITÉ ALLEMANDE

M. Rey D. Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, il y a quatre ans aujourd'hui, le monde était témoin de la naissance de l'unité allemande, lorsque les deux Allemagnes se sont réunies en une république. Cette réunification, qui a commencé par la chute du mur de Berlin, a accéléré la fin de la guerre froide.

Tout ce processus n'a pas été facile. Les divergences politiques qui séparaient ces deux régions étaient énormes. Cependant, la volonté de créer une seule nation et de prendre toutes les mesures voulues à cette fin a été la plus forte. Il est tout aussi important d'unir ses efforts que d'avoir un objectif commun.

J'exhorte mes collègues à se joindre à moi pour célébrer aujourd'hui la Fête de l'unité allemande qui marque le triomphe de la liberté d'un peuple de vivre dans une démocratie et la fin d'une épisode tragique de l'histoire de l'Allemagne.

J'espère que nous serons inspirés par la signification de cette journée et que nous allons nous engager à défendre les idéaux d'un Canada uni sur les plans de la vision, des objectifs et des efforts pour assurer ainsi la force, la prospérité et la liberté de notre pays.

[Français]

L'IMMIGRATION

M. Osvaldo Nunez (Bourassa): Monsieur le Président, les consultations menées par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, dont l'objectif était de déterminer une politique relative à l'immigration et aux réfugiés, sont à l'image des autres consultations menées par ce gouvernement: pendant qu'on consulte la population, les véritables décisions sont prises par un groupe restreint choisi par le ministre.

Cette douteuse stratégie de transparence, établie par le ministre, démontre clairement ses intentions d'écarter de la mise en oeuvre de cette politique les principaux intéressés, c'est-à-dire les organismes qui défendent les intérêts des immigrants et des réfugiés.

Comment le ministre peut-il prétendre consulter véritablement la population, alors que les décisions sont prises en vase clos? À quel moment le gouvernement fera-t-il preuve d'une véritable transparence? Voilà les vraies questions auxquelles le ministre devra répondre tôt ou tard.

[Traduction]

LES RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE-RETRAITE

M. Werner Schmidt (Okanagan-Centre): Monsieur le Président, chaque année, grâce aux REER, les Canadiens réussissent à économiser une petite partie de leurs revenus en prévision de leur retraite.

Les «bas de laine» ainsi accumulés ne signifient pas que les gens sont riches. Ils représentent l'effort de toute leur vie et les rassurent quant à l'avenir. Aujourd'hui, si le gouvernement menace de prélever un impôt sur ce genre d'économies, c'est qu'il n'arrive pas à trouver un meilleur moyen d'équilibrer son budget.

Au lieu d'encourager les Canadiens à subvenir eux-mêmes à leurs besoins, en imposant les REER, on leur conseille en fait de ne pas gagner d'argent, de ne pas économiser, de ne pas investir et de ne pas planifier leur retraite.

Imposer nos REER équivaut à grever notre avenir. C'est une solution à courte vue qui incitera simplement les Canadiens à émigrer en emportant leur argent avec eux.

Au nom des électeurs d'Okanagan-Centre, je prie le gouvernement d'écouter les Canadiens. Ils en ont assez des impôts et des taxes et sont en colère.

La dette du Canada s'élève aujourd'hui à 532,8 milliards de dollars.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je désire féliciter un groupe de fonctionnaires dévoués, constamment à la recherche de l'excellence. La Direction du commerce dans l'Amérique latine et les Antilles, l'ambassadeur David